

"Soutenir le Front national n'est plus un tabou parmi les juifs français"

[Il est facile de comprendre pourquoi les juifs sont pour des partis d'extrême droite en Europe, et cela même avant que les "terroristes musulmans" débarquent sur le continent... Certains racistes de France qui sont pour la création d'un ethno-état blanc -quelque-part plus loin à l'Est- se réjouissent de savoir que les juifs eux-mêmes "votent Front National", car cela leur donne raison et de la légitimité. Et si Ulcan est pour Marine, c'est pour eux l'occasion d'humilier les Français en leur disant "les juifs ont compris qu'il fallait voter FN, quand comprendrez-vous ?" Une insulte supplémentaire que de recevoir comme conseil de prendre modèle sur ceux-là même qui sont à l'origine de tous les problèmes des Français. Nous devrions voter FN parce que les juifs le font ? Les juifs ne font que mentir, tromper, assassiner et nous devrions croire qu'ils ont de bonnes intentions "cette fois-ci ?"]



[Pourquoi ces 5 juifs européens encouragent la montée des partis d'extrême droite](#)

Par [Cnaan Liphshiz](#), le 28 mars 2017.

De gauche à droite : Michel Thooris (Courtoisie du Front National) ; Kent Ekeroth (Courtoisie des Démocrates suédois) ; Gidi Markuszower (Robin van Lonkhuijsen) ; David Lasar (Courtoisie du Parti pour la liberté) ; Schneur Odze, à gauche, avec Jonathan Arnot (Courtoisie de Schneur Odze).

([JTA](#)) — Ils parlent différentes langues et vivent dans différents pays. Certains d'entre eux observent le shabbat et mangent casher. D'autres ne sont pas du tout pratiquant. Certains sont Séfarade, d'autres sont Ashkénaze.

Aussi divers que les communautés juives auxquelles ils appartiennent, les juifs qui font la promotion des partis nationalistes en forte progression en Europe sont néanmoins unis dans la peur de l'islam radical, le soutien à Israël et la volonté de soutenir des politiciens qui sont injuriés et considérés comme racistes par le courant dominant.

Parmi les succès électoraux historiques des partis qui souhaitent mettre un terme à l'Union européenne et devant un fatidique vote présidentiel en France, la JTA a parlé à quatre juifs éminents de partis largement considérés comme très à droite en France, au Royaume-Uni, en Autriche et en Suède. Un candidat juif néerlandais a refusé l'entrevue.



Profession: Officier de Police.

Participation politique : membre du conseil central du Parti Front national.

Quelques mois après le meurtre de [Ilan Halimi](#) en 2006, Michel Thooris a rejoint le Parti dont le leader actuel, [Marine Le Pen](#), est en tête dans les sondages [à quelques semaines] des élections présidentielles d'avril.

Selon Thooris, le meurtre d'Halimi, un vendeur de téléphone qui a été enlevé pour rançon parce qu'il était juif, annonçait une série d'"attaques terroristes islamistes qui constituent la menace n° 1 pour les juifs en France", a-t-il déclaré. Thooris a été scandalisé par l'incapacité des médias traditionnels à noter les appartenances islamistes des membres de la bande qui ont assassiné Halimi après l'avoir torturé pendant des semaines.

Au milieu d'une explosion de violence antisémite en France qui a commencé en 2000, et après des jours d'émeutes dans des quartiers fortement musulmans près de Paris et au-delà en 2005, Thooris a été attiré par la promesse du Front national de "*mettre fin à l'anarchie et au fondamentalisme islamiste*", explique-t-il.

Aujourd'hui, il dirige l'Association pour les patriotes de confession juive, un petit groupe de partisans juifs français du Front national.

"Ce n'est pas voter Front national qui est une trahison des juifs français mais continuer de voter pour des candidats dont l'inaction menace la survie même de la communauté", a déclaré Thooris, un juif sépharade qui se rend à la synagogue seulement certains jours fériés et ne suit pas le casher. *"Après l'élection de Donald Trump, après le vote en Grande-Bretagne pour quitter l'Union européenne, de plus en plus de juifs français se disent : pourquoi pas nous ?"*

Le Front national s'oppose à toute concession aux sensibilités religieuses ou aux besoins des musulmans. Son fondateur, Jean-Marie Le Pen, qui a de multiples convictions pour le révisionnisme de l'Holocauste et d'incitation antisémite, a été poussé hors du parti par sa fille Marine, qui lui a succédé en tant que président du parti en 2011.

"Ses déclarations étaient déplorables et inacceptables", a déclaré Thooris.

Thooris a été recruté au Front national par Louis Aliot, partenaire de vie de Marine Le Pen. Aliot, qui a lui-même des racines juives, cherchait à atteindre un large électorat tout en distanciant le parti des provocations de son fondateur.

Marine Le Pen a largement purgé le parti des membres qui ont fait des déclarations antisémites.

Dans un pays où les juifs "*risquent d'être fusillés dans les supermarchés casher ou dans leurs écoles, Marine est le meilleur candidat pour nous protéger*", a déclaré Thooris, dont la manière douce et l'attention aux nuances diffèrent considérablement du style léger et pompeux du candidat à la présidence.

Mais la protection peut s'accompagner d'un prix pour certains juifs, reconnaît Thooris.

"Nous n'idolâtrons pas Marine, nous ne sommes pas d'accord avec tous les points de son programme", a-t-il déclaré.

Un point de discorde est la neutralité du Front national à propos de Jérusalem. Un autre concerne les appels de Marine Le Pen à interdire le port de la kippa en public - les dommages collatéraux dans son interdiction prévue sur l'affichage de symboles religieux en public, qui elle l'admet, est conçu pour limiter les expressions de la foi musulmane.

"En fait, les juifs ne peuvent déjà plus porter la kippa en public dans de nombreux domaines par crainte d'une attaque", a déclaré Thooris. Même si une interdiction se matérialise, "les juifs peuvent toujours porter un chapeau", a-t-il ajouté.

Selon un sondage de 2014, 13,5 % des répondants juifs ont déclaré qu'ils voteraient pour Marine Le Pen. Le soutien pour son père chez les juifs était presque inexistant.

"Soutenir le Front national n'est plus un tabou parmi les juifs français", a déclaré Thooris.



Shneur Odze, à gauche, et le membre du parlement UKIP Jonathan Arnot à Manchester, 2013. (Courtoisie de Odze)

Profession : Politicien et rabbin de plusieurs communautés juives de Manchester.

Participation politique : le candidat à la mairie à Manchester de UKIP, parti de l'indépendance du Royaume Uni.

[Shneur Odze](#), un rabbin orthodoxe Haredi et disciple du mouvement hasidique de Chabad, était politiquement actif à 18 ans. Ce londonien de naissance est devenu membre du Parti conservateur jusqu'à ce qu'il se "*détache*" du parti à cause de son "*opportunisme et son manque d'idéologie*", dit-il.

À l'époque, Odze craignait toujours que l'UKIP soit "*l'extrême droite en blazers*" - une version polie de la description de l'ancien Premier ministre conservateur David Cameron sur l'UKIP en 2006 en tant que "*cinglés, lunatiques et surtout de racistes inavoués.*" In 1999, l'UKIP "*n'était franchement pas quelque chose qui m'attirait,*" a déclaré Odze.

Le mouvement anti-UE se méfie des immigrants, en particulier des musulmans. L'un des principaux porte-parole de l'UKIP, Gerard Batten, veut que les musulmans signent une [déclaration](#) rejetant la violence. Et un législateur du Parlement européen de l'UKIP, Stuart Agnew, en 2015, a soutenu l'interdiction de l'abattage rituel d'animaux à la fois par les juifs et les Musulmans dans une tentative apparente de cibler ce dernier, bien que l'ancien chef du parti, l'orateur flamboyant Nigel Farage, n'a pas soutenu la proposition, qui ne fut jamais votée.

Mais suite à une série de rencontres avec les dirigeants de l'UKIP, Odze a réalisé il y a plusieurs années qu'il ne s'agissait pas de "*bigots extrêmes*", comme les médias traditionnels de gauche voudraient vous faire croire, mais plutôt d' "*âmes sœurs*". Le parti était pour lui

"une maison naturelle" et n'importe qui pour qui "l'identité britannique signifie quelque chose de plus que la bière chaude et le cricket du dimanche matin".

Les groupes communautaires juifs, représentant les descendants d'immigrants qui ont fui la persécution en Europe de l'Est et d'Espagne, [critiquent](#) profondément le programme de réduction drastique de l'immigration de l'UKIP et la fin de l'aide étrangère.

Mais Odze, un orateur éloquent qui a étudié en Israël et parle couramment l'hébreu, affirme que l'insistance de l'UKIP sur le patriotisme britannique se reflète dans la tradition juive en Grande-Bretagne. Il a cité la [prière](#) offerte dans les synagogues britanniques pour la bonne santé et les sages conseils de la reine.

"Je ne croyais pas qu'une nation de plus en plus incertaine sur sa propre direction et son but puisse protéger sa population juive", a déclaré Odze.

Il a fiévreusement fait campagne avant le référendum de juin 2016 dans lequel une majorité d'électeurs britanniques ont soutenu une sortie britannique de l'Union européenne - un résultat que l'UKIP a fortement soutenu.

Son apparence, a déclaré Odze, l'a rendu "plus accessible aux personnes ayant un milieu d'origine immigré ou minoritaire" qui envisageaient de voter pour partir mais craignaient de renforcer la xénophobie - y compris "les chauffeurs de taxi musulmans dont les emplois étaient pris par des immigrants de la Pologne".

Dans l'establishment juif, a-t-il déclaré : "ce fut un gros choc, d'horreur et d'étonnement" quant à son rôle à l'UKIP. Mais le juif de la rue "l'a trouvé intéressant, sinon incroyable", a ajouté Odze, et l'un de ses confrères lui a récemment déclaré que voter UKIP est son "secret honteux".



Pays Bas, Gidi Markuszower, 39 ans

Profession: homme d'affaires.

Participation politique : No. 4 du Parti pour la liberté de Geert Wilders.

En tant qu'élève qui a fréquenté le seul lycée juif d'Amsterdam dans les années 1990, Gidi Markuszower était une sorte d'énergumène à cause de son soutien à Benjamin Netanyahu, chef du parti de droite, le Likud, en Israël et premier ministre du pays.

Appartenant à une communauté à forte tradition de gauche, beaucoup de juifs néerlandais ont soutenu avec passion les Accords d'Oslo de 1994.

"Toute l'école a combattu avec lui", déclarait quotidiennement Zvi Markuszower le père de Gidi au CNRC dans un [profil](#) publié sur le politicien plus tôt ce mois-ci. Mais cela "n'a pas dérangé Gidi. Il aime quand les gens sont en désaccord avec lui."

Vingt-cinq ans plus tard, de nombreux juifs néerlandais sont encore passionnément en désaccord avec la décision de Gidi Markuszower de rejoindre le Parti pour la Liberté du militant anti-Islam Geert Wilders.

La décision de Wilders de 2011 de soutenir l'interdiction de l'abattage rituel, visant principalement les musulmans, mais aussi l'abattage casher, a laissé beaucoup de juifs sceptiques quant à son engagement manifeste envers les "valeurs judéo-chrétiennes". Sa promesse en 2014 de s'assurer que les Pays-Bas aient "moins de Marocains" a même aliéné certains de ses partisans de droite au sein d'une communauté juive sensibilisée par l'Holocauste.

Mais Markuszower, né en Israël et élevé avec ses deux frères aux Pays-Bas par des parents orthodoxes modernes, est loin d'être une anomalie. Une enquête menée plus tôt ce mois-ci a montré que le Parti pour la liberté est le troisième plus populaire parmi les électeurs juifs hollandais, avec 10 % du vote. Lors des élections générales du 15 mars, le parti a remporté 20 sièges sur 150 dans la chambre basse néerlandaise, devenant pour la première fois le deuxième plus grand parti aux Pays-Bas.

Pour les juifs néerlandais, une partie de l'attrait de Wilders est son attachement déclaré à Israël, où il a vécu pendant deux ans dans les années 1980 et qu'il décrit comme la "première ligne de défense" de l'Occident contre l'islam.

Dans le profil du CNRC, Markuszower, qui a refusé d'être interviewé par le JTA, a été décrit comme un "gentleman" poli qui est fidèle à Wilders et ne cherche pas l'attention des médias. Mais il en a reçu beaucoup en 2010, lorsqu'il a été obligé de retirer sa candidature lors de l'élection parlementaire de cette année suite à un scandale qui a suivi son arrestation il y a des années de cela pour avoir porté une arme à feu sans licence comme gardien bénévole pour la communauté juive.

Ensuite, le ministre de l'Intérieur, Ernst Hirsch Ballin, dont le père était un survivant juif de l'Holocauste, a menacé de prendre des mesures contre le parti de Wilders s'il présentait la candidature de Markuszower, que Ballin signalait comme une menace pour la sécurité nationale, selon le CNRC.

Mais la vraie menace, déclara Markuszower à Haaretz cette année, provenait d'auteurs de violence antisémite musulmans.

"Les gens ont peur de porter une calotte dans la rue de peur d'une attaque", a-t-il dit, "et ça c'est le résultat de la violence des immigrants musulmans".



Autriche, David Lasar, 64 ans

Profession : Stratège politique, politicien local, ancien propriétaire d'un kiosque à journaux.

Participation politique : législateur pour le Parti pour la liberté.

La petite communauté juive de Vienne de 8.000 personnes fut choquée lorsque David Lasar a décidé de se présenter aux élections du Conseil municipal de 2005 sous

l'étiquette du Parti pour la liberté - un mouvement fondé en 1956 par un ancien soldat SS dont les dirigeants et les membres furent responsables d'un flot continu de scandales impliquant des discours antisémites et des images nazies.

C'était, pour le moins, un choix inhabituel pour un juif qui perdit de nombreux proches pendant l'Holocauste. Le journaliste juif Karl Pfeifer a accusé Lasar de servir de *"protection pour les nazis dans l'ombre"*.

En plus de ses bagages historiques, le Parti pour la liberté présente un programme anti-musulman qui comprend l'interdiction de la construction de mosquées, l'arrêt de l'immigration et l'interdiction de l'abattage rituel et des prières publiques.

Mais contrairement à d'autres juifs européens qui représentent les mouvements d'extrême droite, Lasar a été condamné dans les médias juifs et largement évité pour son choix politique.

À l'instar de ses homologues d'autres partis européens d'extrême droite, Lasar a insisté sur le fait que le Parti pour la liberté, qu'il a rejoint en 1998, a été réhabilité quant à ses tendances antisémites. Il a crédité le leadership de Heinz-Christian Strache, qui a dirigé le parti depuis 2005.

"Toutes les personnes antisémites ont été virées. Nous pouvons le prouver. Et depuis des années, nous avons une politique pro-israélienne", a déclaré Lasar dans une interview à JTA.

En citant la participation des chefs de parti dans les commémorations de l'Holocauste, il a déclaré que le Parti pour la liberté *"fait plus que les autres partis"* pour honorer les victimes du génocide.

"Le nouvel antisémitisme en Autriche, en Europe, est importé et répandu par l'islam", a [déclaré](#) Lasar au *Washington Post* l'année dernière. *"Il est important que l'Autriche maintienne une tradition judéo-chrétienne. L'islam n'en fait pas partie."*

Soucieux de se débarrasser de son image négative et de détourner les accusations de racisme, le Parti pour la liberté a régulièrement mis l'accent sur l'adhésion de Lasar depuis 2005, lorsqu'il [le Parti] a noté dans une déclaration pas si subtile que ça aux médias qu'il [Lasar] *"n'est pas seulement un membre de la communauté religieuse, mais a également d'excellents contacts internationaux."*

Lasar insiste sur le fait que le Parti pour la Liberté, dont le candidat l'an dernier a perdu ses élections présidentielles, ne l'utilise pas comme appui.



Profession : Politicien.

Participation politique : législateur pour les démocrates suédois.

Quand Kent Ekeröth est né à Malmö, c'était un endroit calme connu par relativement peu de personnes à l'extérieur de la Scandinavie.

Depuis lors, la ville de 300.000 habitants - dont un tiers sont des immigrants de pays

musulmans - [est devenu](#) un exemple de l'échec de l'intégration des immigrants. Les manifestations fréquentes d'antisémitisme par les immigrants et certains politiciens d'extrême gauche, y compris l'ancien maire, ont laissé les juifs secoués et ont conduit à des avertissements aux personnes qui voyagent par le Centre Simon Wiesenthal.

Dans ce contexte, Ekeroth, un législateur juif suédois pour le parti des démocrates de droite suédois, ne se sent plus en sécurité dans la ville où il a vécu jusqu'à l'âge de 4 ans, époque où ses parents ont déménagé ailleurs dans le sud de la Suède.

"Je ne me sens pas particulièrement en sécurité où que ce soit en Suède parce qu'il n'y a pas un seul endroit où l'on se sente en sécurité. Mais c'est pire pour les femmes", a déclaré Ekeroth à JTA.

Il a blâmé la formation de *"ghettos où la culture dominante renforce le terrorisme"*, se référant aux quartiers fortement musulmans.

"Nous critiquons bien sûr une religion trop souvent considérée comme incompatible avec les valeurs occidentales", a-t-il ajouté lorsqu'on lui a demandé si les démocrates suédois étaient anti-musulmans.

Les critiques du parti en Suède l'accusent d'épouser des points de vue racistes.

Octobre a été un mois particulièrement mauvais pour les démocrates suédois. Un législateur du parti a appelé à une action contre ce qu'elle a qualifié de *"contrôle des médias par une famille ou un groupe ethnique"*, citant un éminent éditeur aux racines juives.

Le législateur principal, Carina Herrstedt, a été largement critiqué dans les médias pour avoir écrit une blague raciste dans un courriel jugé offensant pour les homosexuels, les Noirs, les religieuses, les Roms et les juifs. Le porte-parole des finances, Oscar Sjöstedt, a été entendu dans un enregistrement en train de comparer les juifs aux moutons tués dans des abattoirs allemands.

En janvier, ces scandales et autres ont incité 40 juifs suédois à demander un boycott de la commémoration de l'Holocauste dans la ville de Göteborg, dont les organisateurs comprenaient les démocrates suédois locaux.

Pourtant, Ekeroth dit que la direction du parti interdit la rhétorique raciste.

"Chaque parti attire certains antisémites", a-t-il déclaré. *"Je ne veux pas d'antisémites dans le mien. Je veux qu'ils soient expulsés."* En ce qui concerne les antisémites, il a ajouté, *"ceux de gauche ne sont pas mieux"*.

L'ancien maire de Malmö, Ilmar Reepalu du Parti social-démocrate, en est un bon exemple. Au cours des années, il a déclaré que le sionisme et l'antisémitisme étaient *"des formes inacceptables d'extrémisme"*, que la communauté juive avait été infiltrée par des nationalistes et que les juifs qui ne souhaitent pas être agressés ne devraient pas soutenir Israël. En 2012, Erik Ullenhag, ministre de l'intégration de la Suède à l'époque, a [traité](#) Reepalu d' *"ignorant et de fanatique"*.

Surtout, Ekeroth a déclaré que les juifs devraient soutenir les démocrates de Suède parce que *"c'est le meilleur ami qu'Israël ait dans la politique suédoise, où il n'y a pas trop d'amis"*.

Le ministère israélien des Affaires étrangères ne le voit pas de cette façon.

En décembre, le ministre adjoint des Affaires étrangères Tzipi Hotovely a refusé de rencontrer un législateur démocrate suédois qui faisait partie d'une délégation de politiciens républicains et européens des États-Unis. La délégation était dirigée par Becky Norton Dunlop, qui était membre de l'équipe de transition du président élu Donald Trump. Norton Dunlop a annulé la rencontre avec Hotovely en signe de protestation.

En fin de compte, cependant, la douche froide d'Israël et de certains juifs envers les partis de droite qui cherchent leur approbation ne nuira pas à la droite, a déclaré Ekeroth.

Il a noté que le Parti des démocrates suédois a plus que doublé ses gains lors des élections législatives de 2014, faisant gagner au parti 49 sièges sur 349 au parlement.

"Les mouvements de droite sont à la hausse pas seulement en Europe", a-t-il déclaré. "La chose stratégique à faire est de se lier d'amitié avec les forces amicales au lieu de les éviter et de les transformer en un ennemi à long terme".